

L'« Identité numérique » de Bill Gates sera obligatoire pour participer à la société



[Source : The Exposé]

Par Patricia Harrity

Le 8 novembre 2023, un événement de lancement virtuel a eu lieu pour ce qui a été appelé l'agenda « 50 en 5 ».

Les Nations Unies, la Fondation Bill et Melinda Gates et des partenaires de la Fondation Rockefeller lancent une campagne visant à accélérer le déploiement de l'identification numérique, des paiements numériques et du partage des données dans 50 pays sous l'égide de l'infrastructure Publique Numérique (IPN) d'ici 2028. (Source)

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a annoncé son intention de mettre en place des « cartes d'identité numériques » dans le monde entier d'ici à 2030. Ces cartes seront obligatoires pour les personnes qui souhaitent participer à la vie de la société, affirme Reclaim the Net, qui défend la liberté d'expression et la liberté individuelle en ligne,

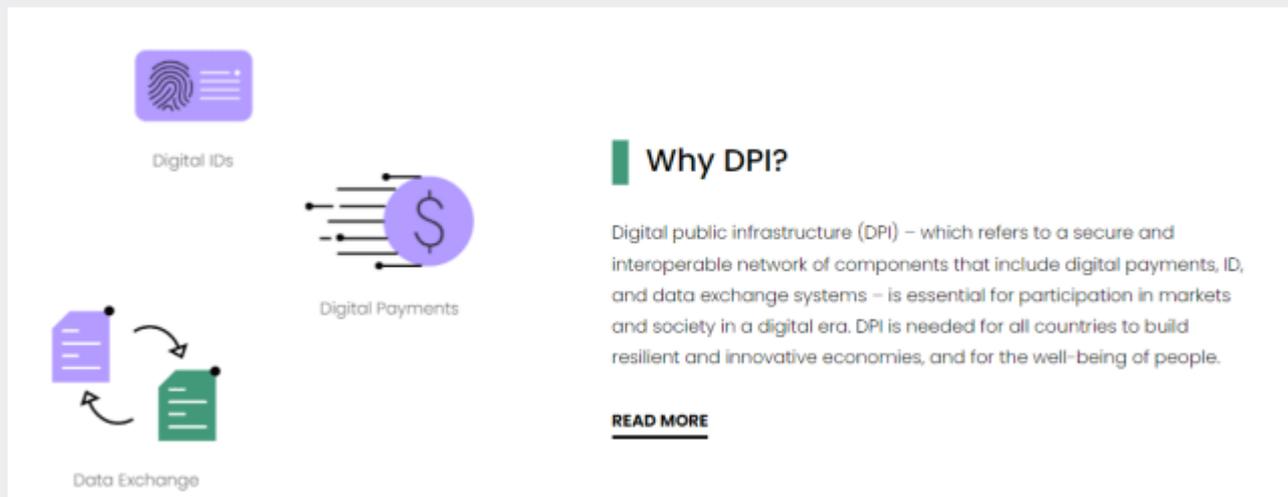
Système de crédit social

Le mouvement en faveur de l'Infrastructure Publique Numérique (IPN), qui comprend les « cartes d'identité numériques », les passeports vaccinaux et les monnaies numériques des banques centrales (CBDC), est défendu par le Forum Économique Mondial (FÉM) et, sans surprise, soutenu par Bill Gates, les Nations unies et l'Union Européenne (UE).

Tim Hinchliffe, rédacteur en chef de The Sociable, déclare : « Les partisans de l'IPN sont convaincus qu'il est essentiel pour la participation aux marchés et à la société – tout comme nous l'avons vu avec les passeports-vaccins – mais à une échelle beaucoup plus large ». « Si elle réussit, l'IPN donnera aux gouvernements et aux entreprises le pouvoir de mettre en œuvre des systèmes de crédit social qui peuvent déterminer où et comment vous pouvez voyager, ce que vous êtes autorisé à consommer et comment vous pourrez effectuer des transactions avec votre argent programmable. »

« Pensez aux traqueurs d'empreinte carbone individuels, aux zones à très faibles émissions (ULEZ) et aux CBDC programmées pour restreindre les achats

“moins souhaitables” – tous ces éléments sont mis en avant par les partisans de la grande réinitialisation ». (Source)



La campagne « 50 en 5 »

La campagne « 50 en 5 » se présente comme « *une campagne de sensibilisation menée par les pays. D’ici à 2028, la campagne “50 en 5” aura aidé 50 pays à concevoir, lancer et mettre à l’échelle des éléments de leur infrastructure publique numérique* », selon l’annonce officielle. Les 50 pays sont désignés comme des bancs d’essai mondiaux (cobayes) et les IAP seront d’abord mis en place en Afrique (subsaharienne, en particulier) et en Inde, mais l’objectif est de déployer les cartes d’identité numériques à l’échelle mondiale d’ici 2030 pour inclure tous les citoyens des États membres des Nations unies, selon Planet Today.

La campagne « 50 en 5 » est aussi, sans surprise, une collaboration entre la Fondation Bill et Melinda Gates, le Programme des Nations unies pour le développement, l’Alliance pour les biens publics numériques et Co-Develop. Co-Develop a été fondé par la Fondation Rockefeller, la Fondation Bill et Melinda Gates, Nilekani Philanthropies et le réseau Omidyar. La Digital Public Goods Alliance cite les fondations Gates et Rockefeller dans sa feuille de route qui présente des « activités qui font progresser les biens publics numériques », ainsi que d’autres organisations et plusieurs gouvernements. (Source)

Digital Public Infrastructure (DPI) is essential for countries to improve their economies & the well-being of people.

Join us for the launch of the #50in5 initiative to discuss how building inclusive DPI can foster strong economies & equitable societies:
<https://t.co/SB2QDNjP2I> pic.twitter.com/S01Rpxq1VP

– UNDP Digital (@UNDPDigital) October 25, 2023

L'IPN est présentée comme un mécanisme d'inclusion financière, de commodité, d'amélioration des soins de santé et de progrès écologique, mais il s'agit d'une « expression globale appliquée à un système de gouvernance technocratique imminent alimenté par trois composants fondamentaux : l'identification numérique, les paiements numériques tels que les monnaies numériques des banques centrales (CBDC), et le partage massif de données ».

Le Forum Économique Mondial

Le FÉM a publié une série d'articles en septembre, poussant essentiellement à l'application de l'IPN et, bien sûr, le FÉM est là pour « penser aux enfants » comme les meilleurs d'entre eux, « Les droits des enfants dans le monde peuvent être stimulés en investissant dans les infrastructures publiques numériques », a déclaré une légende dans un article publié le 18 septembre 2023, intitulé@ :

« Deux tiers des objectifs de développement durable liés à l'enfance ne sont pas en passe d'être atteints : Voici pourquoi nous devons investir dès maintenant dans l'infrastructure publique numérique ».



« 2023 marque la mi-parcours de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies », nous rappelle le FÉM, cette mi-parcours « est l'occasion "d'évaluer et de recalibrer" les efforts visant à réaliser les droits de chaque enfant, partout », et à sept ans seulement de l'objectif 2030, deux tiers des indicateurs liés à l'enfance ne sont pas en passe d'atteindre leurs cibles, selon un nouveau rapport de l'UNICEF Pour chaque

enfant, un avenir durable.

- 1,9 milliard d'enfants laissés pour compte – Si les progrès récents se poursuivent, seuls 60 pays, qui abritent à peine 25 % de la population infantile, auront atteint leurs objectifs d'ici à 2030, laissant pour compte environ 1,9 milliard d'enfants dans 140 pays.
- Le monde d'aujourd'hui ne semble pas en mesure d'atteindre les objectifs ambitieux que nous avons fixés pour les enfants en 2015.
- Faim – Le monde est revenu à des niveaux de faim jamais atteints depuis 2005, et les prix des denrées alimentaires restent plus élevés dans un plus grand nombre de pays que pendant la période allant de 2015 à 2019.
- Les enfants manquent de compétences fondamentales – Dans le domaine de l'éducation, les données montrent que 600 millions d'enfants et d'adolescents n'acquièrent pas les compétences fondamentales en lecture et en mathématiques et que 11 millions d'enfants supplémentaires âgés de 10 ans n'ont pas ces compétences.

La « solution » au « problème » ? Le « problème », selon le FÉM, a été la pandémie, bien sûr, qui a « aggravé la situation », et l'infrastructure publique numérique est la « solution », car elle a été identifiée comme une « transition clé nécessaire pour accélérer l'action et les résultats des ODD pour les enfants d'ici à 2030 ».

Protéger les « droits ou la sécurité des enfants » est une tactique déjà utilisée par les mondialistes non élus, tout en promouvant un système technocratique qui supprimera en fait les droits de tous les individus, y compris les enfants.

Reclaim the Net, dit en substance que « l'IAP est un mot à la mode utilisé de manière quelque peu intéressante et alarmante par des organisations telles que l'ONU, mais aussi l'Union Européenne (UE), la Fondation Gates et, bien sûr, le Forum Économique Mondial (FÉM) qui n'est jamais tout à fait absent de ce tableau.

« Ce que les IAP sont censés faire, dans le meilleur des cas, c'est aider le développement de plusieurs façons. Toutefois, ceux qui s'intéressent de plus près aux platitudes et au "langage d'entreprise" émanant de ces organisations rejettent le terme et la politique comme une ruse visant à accélérer l'introduction des cartes d'identité et des paiements numériques, dont l'échéance est fixée à 2030. »

Ils concluent : « Si vous êtes citoyen d'un État membre de l'ONU, que votre gouvernement (c'est-à-dire vos contribuables) contribue à divers efforts de l'ONU et que vous vous sentez soit mal à l'aise, soit insuffisamment informé à ce sujet, eh bien, tant pis pour vous. Ils vont quand même continuer ». (Source)